

PANNE D'AVENIR

L'éditorial d'Hugues de Jouvenel

Ceux qui sont friands de littérature prospective connaissent certainement la métaphore de Gaston Berger écrivant, dans un de ses textes fondamentaux¹, que « sur une route bien connue, le conducteur d'une charrette qui se déplace au pas, la nuit, n'a besoin, pour éclairer sa route, que d'une mauvaise lanterne. Par contre, l'automobile qui parcourt à vive allure une région inconnue doit être munie de phares puissants. » Et notre auteur de conclure que « rouler vite sans rien voir serait proprement une folie ».

Et bien, une telle folie, je le crains, nous atteint aujourd'hui, aussi bien faute d'une représentation du futur (ou des futurs possibles) adéquate que faute de vision, de projet, à moyen et à long terme, donnant un sens et une cohérence à ce qui, en conséquence, n'apparaît que comme une simple gesticulation.

J'ai plusieurs fois écrit, dans ces colonnes et ailleurs, combien ce que l'on dénomme « la » crise est, en fait, un « précipité » de différents phénomènes qui sont étroitement imbriqués mais se déroulent sur des échelles de temps et d'espace différentes. Avec d'autres, en effet, je prétends qu'au-delà de son aspect le plus spectaculaire, peut-être éphémère mais assurément récurrent et répétitif (la crise financière), cette

« crise » est un extraordinaire révélateur d'une mutation radicale entre un monde qui n'en finit pas de mourir et un autre qui n'en finit pas de naître. Et je prétends qu'en dépit des dommages qu'entraînent inéluctablement de tels bouleversements, cette crise peut être salutaire à deux conditions : d'abord que l'on s'interroge réellement sur notre représentation, à maints égards dépassée, de la dynamique du monde contemporain et sur ses évolutions possibles, y compris, évidemment, sur l'évolution de la société française, à mon sens, assez différente de celle des autres sociétés européennes ; ensuite que, partant d'un diagnostic sans complaisance de ses forces et faiblesses, de ses valeurs et volontés, l'on se dote d'une vision à long terme, d'un projet de société qui serve de « fil rouge » à la conduite des actions.

Or, ce que j'observe, en tout cas en France, est exactement le contraire. Plutôt qu'essayer d'éclairer la route, tout est fait pour créer l'obscurité, engendrer ainsi un climat d'insécurité et d'angoisse qui est davantage de nature à susciter la paralysie générale plutôt qu'une mobilisation collective. Je ne prendrai ici que deux exemples : celui du tapage médiatique organisé durant l'été sur le risque de pandémie grippale, et celui du plan de relance économique adopté par le

1. BERGER Gaston. « Sciences humaines et prévision ». *La Revue des deux mondes*, n° 3, février 1957.

gouvernement français au moins dans deux de ses dimensions.

Commençons par le risque de pandémie qui, à mes yeux, est très réel et ne fait qu'augurer la résurgence très probable de nouveaux et très nombreux risques infectieux. Il incombe donc logiquement aux autorités compétentes de prendre toutes les mesures nécessaires pour être à même d'y faire face, si elle se déclençait effectivement. Que des mesures de précaution élémentaires fassent l'objet d'une communication appropriée est sans doute aussi nécessaire. Mais de là à en faire, au travers des médias, un tel tapage, il me semble que l'on est allé trop loin et, sans vouloir faire preuve de mauvais esprit, je finis par m'interroger sur ce que cache tout ce bruit.

Quant au plan de relance économique, les Français en retiendront sans doute deux mesures essentielles peu propices à créer un climat de confiance : l'aide substantielle accordée aux banques qui, aussitôt rétablies et en dépit de la morale que cherche à imposer le président de la République française (on verra ce qu'il en adviendra lors de la prochaine réunion du G20), semblent déjà reparties dans leurs errements habituels ; et celle apportée aux constructeurs automobiles à la condition, aussitôt rejetée par Bruxelles, qu'elles ne délocalisent pas leur production.

À quoi rime tout cela, sinon à créer un climat de morosité et d'inquiétude peu favorable au fait que les Français envisagent l'avenir avec sérénité, avec la volonté d'opérer les transformations fondamentales qui s'imposent ? Aurait-on en quelque sorte considéré que, faute d'avenir, il

fallait administrer aux Français des soins palliatifs ? Car, s'agissant de l'avenir à construire, l'absence de vision claire est tout aussi préoccupante. Là encore, je ne prendrai que deux exemples.

Le premier, à mon sens, est particulièrement révélateur du prix ou de l'attention portés à l'avenir. Il s'agit du débat sur la taxe carbone ou « contribution climat et énergie ». Pour celui qui s'intéresse à la dimension du futur et à l'importance qu'on lui accorde dans les décisions présentes, pour celui qui s'interroge sur la manière de remédier à la « myopie des marchés », la question est passionnante et bien exposée dans ce numéro par Christian de Perthuis (pp. 5-12). Mais la cacophonie que suscite l'établissement d'une telle mesure, à droite comme à gauche, en dit long sur l'incapacité de nos contemporains à arbitrer entre le court, le moyen et le long termes...

Le deuxième est révélateur du hiatus pouvant exister entre le discours et la réalité. Il s'agit en l'espèce, et pour l'illustrer par un autre article de ce numéro (pp. 13-29), de la montée en puissance du Brésil dans la zone méditerranéenne, qui est, à mes yeux, éminemment révélatrice des ambiguïtés de la politique française, a fortiori européenne, à l'égard des pays de la rive sud de la Méditerranée. En dépit de l'affichage (je pense évidemment au projet d'Union pour la Méditerranée, UPM), la question que soulève cet article est, en effet, de savoir si l'Europe, un jour, sera capable d'exister vraiment ou si nous devons en faire notre deuil et nous résigner à n'être que les spectateurs d'un monde en complète recomposition. ■